



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-30892>

Département(s) de publication : **74, 01, 21, 26, 69**

Annonce n° **26-30892**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Direction Interrégionale Services Pénitentiaire de Lyon

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 17690120500672

Ville : LYON

Code postal : 69366

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 74, 01, 21, 26, 69

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Identifiant interne de la consultation : 26DAI0004

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Non

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Mr Viennot

Numéro de téléphone du contact : +33 487249642

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve** : Formulaire Dc1 : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Autres exigences économiques ou financières : Kbis document officiel attestant de l'existence juridique d'une entreprise Autres exigences économiques ou financières : Lettre de candidature ou formulaire Dc1 sur le site www.budget.gouv.fr/daj/formulaires Chiffre d'affaires annuel spécifique : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles Autres exigences économiques ou financières : Liste des principales prestations similaires (Site occupé) effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire.

Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
Autres exigences économiques ou financières : Compétences réseau
Autres exigences économiques ou financières : Compétences cyber sécurité

- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Références sur des services spécifiés : Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
Qualifications éducatives et professionnelles pertinentes : Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat
Mesures de gestion environnementale : Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 27/04/2026 à 12:30

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Critères d'attribution : Valeur technique : 60% Prix des prestations : 40%

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Marché de maîtrise d'oeuvre pour les travaux de remplacement de vidéo surveillance à la Maison d'Arrêt de Bonneville

Code CPV principal - Descripteur principal : 71300000

Type de marché : Services

Description succincte du marché : Le détail des missions confiées au titulaire figure au cahier des charges. Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires. La DISP de Lyon souhaite confier au bureau d'étude une mission de maîtrise d'oeuvre pour les travaux de remplacement de vidéo surveillance à la Maison d'Arrêt de Bonneville. L'objectif de cette opération est de renforcer la sécurité de l'établissement et être en adéquation du programme 8000 ainsi que les prescriptions du département de sécurité et détention (DSD), du département des systèmes d'information (DSI) et de la cellule interrégionale de défense et de sureté (CIDS). Le périmètre de l'opération concerne l'intégralité de l'établissement. Tout le système de vidéosurveillance devra être redondant (voir « Architecture de haute disponibilité en milieu fermé », enregistré, centralisé, et visionné dans une salle de crise. Le poste PCI où seront visualisées toutes les images devra, si besoin, faire l'objet d'une étude ergonomique

Lieu principal d'exécution du marché : Maison d'Arrêt de BONNEVILLE 171 Avenue Mozart 74130 - Bonneville

Durée du marché (en mois) : 24

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Le dossier de consultation téléchargeable sur la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise>.

EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2966328&orgAcronyme=d3f) peut contenir un dossier crypté dans lequel se trouve des plans et/ou d'autres documents protégés. Ces éléments cryptés seront accessibles aux candidats sur demande via la plateforme PLACE. Chaque demande devra être accompagnée de l'engagement de confidentialité rempli et signé au nom du candidat. A réception,

l'acheteur transmettra au candidat le code de décryptage des plans et/ou d'autres documents protégés. Ce code est personnel, il ne pourra en aucun cas être diffusé à un tiers. Au terme de la consultation, les plans et/ou d'autres documents protégés devront être immédiatement détruits par les candidats

Date d'envoi du présent avis à la publication : 25/03/2026